ASSEMBLÉE NATIONALE

18 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2739)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS299

présenté par
Mme Fraysse

ARTICLE PREMIER

I. – Compléter l’alinéa 50 par les mots :

« ou d’une commission paritaire locale ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion aux alinéas 59 et 68.

III. – En conséquence, à l’alinéa 51, après la référence :

« L. 23-111-1 »

insérer les mots :

« ou d’une commission paritaire locale mentionnée à l’article L. 2234-1 ».

IV. – En conséquence, procéder à la même insertion à la fin de l’alinéa 56 et aux alinéas 60, 65 et 69.

V. – En conséquence, à l’alinéa 52, après le mot :

« commission »

insérer les mots :

« ou une commission paritaire locale ».

VI. – En conséquence, procéder à la même insertion à l’alinéa 61.

VII. – En conséquence, après l’alinéa 69, insérer l’alinéa suivant :

« VI bis. – Le second alinéa de l’article L. 2234-3 du même code est supprimé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les accords instituant des commissions paritaires locales mentionnées à l'article L. 2234-1 déterminent "les modalités de protection contre le licenciement des salariés membres de ces commissions et les conditions dans lesquelles ils bénéficient de la protection prévue par les dispositions du livre IV relatif aux salariés protégés". Ce qui signifie que les membres de ces commissions locales pourraient être moins bien protégés que ceux des commissions interprofessionnelles. Cet amendement a pour but de remédier à cette situation en offrant une protection identique à l'ensemble des membres de ces commissions.